

## CNAS du 5 avril 2017

### *Déclaration liminaire*

Monsieur le Président,

Vous nous présentez aujourd'hui un état de consommation des crédits de l'action sociale ministérielle arrêtés au 28/03/17. **FO FINANCES** en prend acte et constate que les différences ont toutes à vos yeux une explication.

Pour autant, la diminution de crédits sur le PLF 2017 de 30 M€, annoncée en décembre 2016 va impacter leur consommation au fil des mois. De plus, comme s'il n'y en avait pas assez, un amendement parlementaire vient aggraver cette ponction de 530 000€. Pourtant vous vous vouliez rassurant, il y a quelques mois quand vous disiez « le champ des prestations et des bénéficiaires restera intégralement maintenu ».

**FO FINANCES** est convaincue que l'on ne fait pas plus avec moins ! Elle exige la justification de cette nouvelle diminution dans les prestations et souhaite en connaître la répartition.

**FO FINANCES** est satisfaite de voir apparaître pour la première fois un bilan de l'action sociale ministérielle des Collectivités d'Outre-Mer.

Il aurait été pertinent d'étendre ce bilan à l'ensemble des Départements d'Outre-Mer, comme vous le faites par ailleurs pour Mayotte. Pour ce DOM, l'action sociale mise en place reste insuffisante, en moyens financiers et en personnel pour faire face à l'ensemble des problématiques : logements, restauration et suivi social. Nous vous rappelons notre revendication de mise en place d'une restauration collective adaptée.

Pour la Guyane, auriez-vous des informations sur la dotation attribuée aux directions de Bercy sur le milliard promis par le gouvernement ? Le mouvement social en cours fait vivre une période difficile aux agents. Loin de la métropole, ils se sentent abandonnés. Combien de besoins non satisfaits depuis des années, ne serait-ce que pour le sujet qui nous réunit aujourd'hui.

Concernant l'extension de l'Action Sociale aux COM, nous ne pouvons qu'être favorable puisque cela répond à une demande des agents et une revendication de longue date de **FO FINANCES**. Nous voudrions connaître la date du groupe de travail pour une mise en œuvre la plus rapide possible. A cette occasion, nous vous demanderons d'étendre aux COM la proposition d'aménagement des seuils d'accès aux aides et prêts aux logements faite par l'ALPAF pour les DOM.

Par ailleurs, nous vous rappelons la demande d'abondement de la dotation pour la Nouvelle Calédonie concernant la convention de restauration même si cette solution ne répond pas entièrement aux attentes des agents.

D'une façon générale, **FO FINANCES** souhaite l'intégration d'un bilan annuel détaillé des DOM et COM dans le compte rendu annuel (CRA) . Sur 2017, vous devez attirer l'attention des Directions pour que l'ensemble des dotations Action Sociale dans les COM soit consommé, seulement 87% des crédits ont été consommés en 2016.

Le nouveau questionnaire de l'observatoire interne incluant l'action sociale n'appelle pas de la part de **FO FINANCES** de remarque particulière sur la forme. Pour autant, nous attendons avec impatience les résultats de cette première étude dématérialisée, si elle rencontre le succès escompté.

Dans la continuité des travaux du GT CNAS Restauration du 1<sup>er</sup> mars 2017, **FO FINANCES** estime que la note qui sera envoyée avec les fiches aux directions est un bon début pour l'amélioration du fonctionnement de la restauration financière. **FO FINANCES** espère le maintien de l'ensemble des restaurants financiers.

S'agissant du dispositif APETIZ pour les titres restaurant , **FO FINANCES** s'inquiète des dysfonctionnements persistants dans son utilisation. Ce constat est surtout vrai en province où les bénéficiaires sont limités dans leur utilisation : refus de prendre la carte, peu de commerçant affilié etc...

Pour **FO FINANCES**, nous regrettons encore une fois de n'avoir eu aucun document préalable sur des points d'information prévus à l'ordre du jour.

Ce CNAS est l'occasion de finaliser les travaux engagés sur les structures de restauration.

**FO FINANCES** rappelle son attachement à la restauration collective, facteur de bien être au travail pour les agents.

**FO FINANCES** revendique une action sociale de qualité à destination de l'ensemble des agents quel que soit leur implantation fonctionnel et géographique y compris dans les Départements et Collectivités d'Outre Mer.

RETROUVEZ TOUTE L'ACTUALITÉ  
DE L'ACTION SOCIALE SUR :

<http://www.financesfo.fr/> 

Rubrique ACTION SOCIALE